

**Accord interprofessionnel
ARTISANAT**

ACCORD DU 8 NOVEMBRE 2007
PORTANT CRÉATION D'UNE COMMISSION PARITAIRE
INTERPROFESSIONNELLE DE L'ARTISANAT DE LOT-ET-GARONNE
NOR : *ASET0850485M*

PRÉAMBULE

Vu le code du travail, et notamment l'article L. 132-30,

Les parties signataires du présent accord, après avoir constaté :

- que la complexité croissante du droit du travail et de la formation professionnelle ainsi que la nécessité d'adapter les modes d'organisation du travail aux évolutions de l'emploi, des technologies et des besoins de la clientèle fondent la nécessité d'organiser des lieux de dialogue social appropriés ;
- que l'artisanat est un secteur d'activité croissant créateur d'emplois, et qui peut connaître des difficultés de recrutement ;
- qu'il est nécessaire de promouvoir les emplois de l'artisanat en développant les différents éléments du progrès économique et social pour les rendre plus attractifs, et en mettant en place des garanties collectives ;
- que la promotion de la concertation interprofessionnelle départementale est nécessaire ;
- que, dans cette perspective, la déclinaison au niveau départemental des accords nationaux des 12 décembre 2001 et 20 octobre 2003 relatifs au développement du dialogue social dans l'artisanat est un moyen approprié d'instaurer ce dialogue social localement nécessaire.

L'ensemble des organisations syndicales représentatives au plan départemental a été invité à négocier le présent accord.

Il est décidé :

- de créer un espace de dialogue social interprofessionnel départemental adapté ;
- que les partenaires sociaux construisent ensemble un environnement propice à l'évolution sociale dans les entreprises artisanales du département de Lot-et-Garonne.

Article 1^{er}

Création

Les parties signataires, conformément aux dispositions de l'article L. 132-30 du code du travail, décident de créer une commission paritaire départementale interprofessionnelle pour les entreprises relevant de l'artisanat dans le Lot-et-Garonne.

Article 2

Modalités et champ d'application

Les conclusions ou les actions établies par le présent accord concerneront les entreprises volontaires pour y souscrire et préalablement adhérentes d'une organisation professionnelle membre de l'UPA de Lot-et-Garonne.

En aucun cas les accords issus de la commission paritaire locale ne pourront se substituer aux accords interprofessionnels et professionnels conventionnels.

Article 3

Attributions

La commission paritaire locale :

a) Constitue un support d'échanges d'expériences pour permettre de définir des processus d'intervention et des synthèses de constats et résultats ;

b) En accord avec l'UPA, représentante des branches professionnelles, la CPL peut être amenée à mettre en œuvre des actions d'information et de conseil sur les conditions d'application des dispositions législatives, réglementaires et contractuelles auprès des employeurs et des salariés ;

c) Participe aux actions permettant la promotion et la qualification des emplois ;

d) Examine, dans le cadre des dispositions réglementaires, les conditions de mise en œuvre d'accords interprofessionnels sur l'égalité des droits sociaux (prévoyance, complémentaire santé, titre restaurant, chèque-vacances, épargne salariale, CESU) ;

e) Examine les conditions destinées à favoriser la formation professionnelle et à mener des réflexions sur la mise en œuvre d'actions permettant de remplacer les salariés absents pendant les cycles de formation, et ce dans un cadre interprofessionnel ;

f) Examine toute autre question relative aux conditions d'emploi et de travail des salariés intéressés.

Article 4

Modalités de convocation

La commission paritaire interprofessionnelle de l'artisanat de Lot-et-Garonne se réunit sur convocation de son président au moins une fois par semestre ou à la demande d'une organisation syndicale de salariés ou patronale.

a) La convocation est établie par le président de la CPL en concertation avec toutes ses composantes ;

b) Elle comporte, outre les points de l'ordre du jour, l'ensemble des documents utiles à sa présentation ;

c) La présidence sera assurée, par alternance et pour 2 années, par chacun des partenaires sociaux ;

d) La vice-présidence sera assurée par la partie n'assurant pas la présidence ;

e) Pour délibérer valablement, un quorum de 4 membres est nécessaire. Sont membres les représentants désignés par les organisations signataires du présent accord et désignés préalablement par celles-ci ;

f) Les financements des déplacements et des pertes de salaire des membres de la CPL (employeurs et salariés) se feront selon les modalités identiques à celles des conseillers des salariés (subrogation des salaires par l'employeur), dans la limite d'une demi-journée de remboursement, sur justificatifs, par trimestre et par représentant, qui seront subordonnés à la recherche et à l'obtention préalable de moyens financiers afférents.

Article 5

Composition

La commission interprofessionnelle départementale de l'artisanat de Lot-et-Garonne est composée à parité :

- de chaque organisation syndicale de salariés représentative, et conforme à l'arrêté de 1966 sur les organisations représentatives, signataire disposant de 2 sièges (1 siège titulaire et 1 siège suppléant) ;
- d'un nombre égal de représentants de l'union départementale de Lot-et-Garonne de l'artisanat (1 titulaire et 1 suppléant) ;
- de personnes qualifiées du monde de l'entreprise et de l'administration, ayant voix consultative (DDTEFP, chambres consulaires...).

Les salariés des organisations syndicales, membres de la commission, seront protégés suivant les dispositions de l'article L. 132-30 du code du travail.

Article 6

Commission de suivi

Les signataires mettent en place une commission de suivi de l'accord destinée à examiner le fonctionnement et les difficultés de l'application de cet accord.

Cette commission proposera, si nécessaire, les modifications par avenant à mettre en œuvre afin d'atteindre une meilleure efficacité.

Article 7

Programme d'actions

Un projet de programme d'actions annuel est annexé au présent accord.

La commission de suivi sera chargée d'une évaluation annuelle du programme d'actions et proposera annuellement à la commission départementale interprofessionnelle de l'artisanat de Lot-et-Garonne un programme d'actions.

Article 8

Conditions de dénonciation

Les parties signataires peuvent dénoncer l'accord. La dénonciation est notifiée, par son auteur, aux signataires de l'accord, avec une durée de préavis de 3 mois qui précède la dénonciation, conformément à l'article L. 132-8 du code du travail.

Cet accord sera déposé auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Lot-et-Garonne, ainsi qu'au secrétariat-greffe du tribunal du conseil des prud'hommes de Lot-et-Garonne (Agen et Marmande).

Article 9

Charte de fonctionnement

La commission de suivi et la commission paritaire adoptent la charte de fonctionnement suivante :

Toutes les décisions seront prises à l'unanimité des participants présents.

La règle de confidentialité s'impose pour tous les débats de la commission. Cette confidentialité sera opposable à tout participant à la commission.

Les communications de la commission à l'extérieur devront faire l'objet d'une volonté explicite de l'ensemble des membres de la commission.

Les actions financées par la DDTEFP seront gérées par des structures extérieures désignées par la DDTEFP après avis de la commission.

Le secrétariat de la commission sera assuré dans un premier temps par la DDTEFP.

Le secrétariat ultérieur sera chargé, entre autres, d'assurer un relevé de décisions adressé à l'attention des membres de la commission paritaire locale.

Fait à Agen, le 8 novembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CGAD Lot-et-Garonne ;
CAPEB Lot-et-Garonne ;
CNAMS Lot-et-Garonne et UPA.

Syndicats de salariés :

Union départementale CFDT ;
Union départementale FO ;
Union départementale CFE-CGC ;
Union départementale CGT ;
Union départementale CFTC.